

MAROC

Recrutement ?

L'Etat des émirats arabes unis (EEAU) et le Maroc ont signé un accord portant sur le recrutement de 5 000 Marocains pour l'armée de l'EEAU, a rapporté le quotidien koeweïtien Al Watan le 3 janvier. Citant des sources dignes de foi à Abou Dhabi, le journal a ajouté que l'engagement de ces recrues visait à renforcer les capacités défensives de l'armée de l'EEAU. Al Watan ne donnait pas de précisions sur la date de la signature de cet accord. Ces 5 000 Marocains comprennent notamment des experts, des instructeurs et des combattants.

● Le 18 décembre, le prince héritier d'Arabie Saoudite, l'émir Abdallah Ben Abdelaziz, est venu en visite privée de quelques jours. L'émir Abdallah, qui est également vice-président du conseil des ministres et commandant de la garde nationale, a été accueilli par le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères.

● La formation des forces armées royales a été sacrée championne de la 21ème édition de la coupe de l'Afrique des clubs champions de football en tenant l'AS Bilima en échec (1-1), à l'issue du match-retour comptant pour la finale de la CACC, disputée le 21 décembre au stade Mobutu de Lubumbashi (Shaba, Zaïre).

● Le 21 décembre, le conseil de l'aviation civile arabe a condamné toutes les formes de terrorisme et de piraterie aérienne, à l'issue des travaux de sa 27ème session, à Agadir.

Le conseil a invité tous les pays membres à prendre des mesures de sécurité rigoureuses dans leurs aéroports pour contrecarrer les opérations de piraterie. Il a décidé de considérer le message adressé le 13 novembre dernier par le roi Hassan II au président Reagan, condamnant "le terrorisme et les actes de violence, de subversion et de détournement visant les avions et les installations relevant de l'aviation civile", comme un document officiel.

● Aux jeunes Marocains filles et garçons désirant faire carrière de sous-officiers spécialistes dans les forces royales air, celles-ci ont organisé, les 28 et 29 décembre 1985, un concours pour le recrutement d'élèves sous-officiers spécialistes masculins et féminins pour être formés dans les branches suivantes : équipement électronique, radio radar, bâtiments, mécanicien d'avion, sécurité, technique générale, armement, photo, santé, contrôle et surveillance de la circulation aérienne, météorologie, traitement de l'information, secrétariat, gestion etc...

● Le roi Hassan II a nommé le colonel Driss Bamous président de la fédération royale marocaine de football.

● Au Parlement, lors de l'adoption de la première partie du projet de la loi de finances pour l'année 1986, l'unanimité s'est faite sur la nécessité de renforcer la défense nationale.

● Pour les jeunes Marocains titulaires d'un baccalauréat ou ayant déjà suivi la 7ème année secondaire (sciences mathématiques, sciences expérimentales, mathématiques et techni-

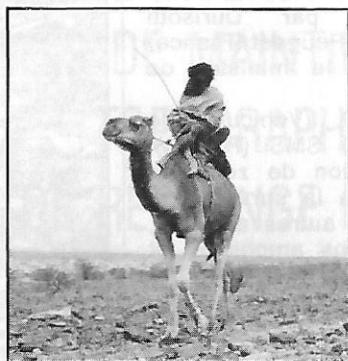
ques) désirant devenir aspirants-pilotes dans les forces royales air, celles-ci ont organisé les 6 et 7 janvier à la base-école des forces royales air à Marrakech, un concours pour le recrutement d'élèves aspirants-pilotes masculins.

Pétrole I ibyen

En décembre, la Libye a entamé des livraisons de son pétrole au Maroc conformément à un accord maroco-libyen prévoyant une importation de 500 000 tonnes de pétrole, croyait savoir le 15 le journal Ittihad Al Tchiraki, organe de l'Union socialiste des forces populaires (USFP opposition).

● Le 28 décembre, trois cent soixante dromadaires sont arrivés au port de Dakhla. Ces camelins, importés du Sénégal, constituaient le premier arrivage d'un programme visant à revaloriser l'élevage du dromadaire dans la région du Sahara occidental. Selon le quotidien L'opinion, depuis dix ans, le cheptel de cette zone a pratiquement diminué des deux tiers en raison du conflit qui a poussé les populations à chercher refuge dans les villes, à se sédentariser et à se séparer de leurs troupeaux, ainsi que de la sécheresse. C'est à la direction de l'élevage que revient cette initiative, le dromadaire constituant pour les populations sahariennes un des éléments essentiels de la vie: animal de bât, donnant du lait largement consommé dans ces régions, de la viande, dont le cuir est par ailleurs très utilisé (confection de vêtements, chaussures, etc...).

Le programme prévu par les autorités porte sur l'importation de 2000 bêtes par an, en provenance principalement du Sénégal et de Mauritanie. Une étude avait été effectuée sur la possibilité d'importer des dromadaires... d'Australie, où nombre d'entre eux vivent encore à l'état sauvage, mais le projet avait été jugé trop coûteux.



Vaisseau du Désert, le dromadaire est indispensable aux nomades. Son élevage va être revalorisé au Sahara occidental, touché par les troubles et la sécheresse, par la direction de l'élevage marocaine

RASD

Opérations

Le ministère de l'Information a communiqué le 8 janvier :

"Poursuivant son action inlassable, dans le cadre de l'offensive Grand Maghreb, l'ALPS a mené du 20 au 30 décembre 1985 une série d'opérations contre les troupes marocaines d'oc-

cupation, cantonnées derrière leur Mur de défense. En dix jours seulement, 89 attaques et harcèlements ont été effectués, à la moyenne de neuf opérations par jour. Trente positions ennemies ont été l'objet de cette action... : Zemlat El Gazah, Graret El Kerch, Benzaka, Benkarate, Laagued, Grel Mesmar, Gueret Ennar, Tiarat El Mameira, Graret Er Ramth, Zemlet El Talh, Benrarat Amegli, Sebkhath Tanouachad, Greir Lehdid, Gleibat El Khachyine, Taref El Mouloussi, Echadhmia, Fedret Ejdari, Gasbet Ec Chouhada, Aglet Achaamba, Zemla Ec Chahba, Lebeirda, Fom Oued El Haouli, Gueiret En Nar, Gour Ouein Terguet, Rouss Ben Ameira et Rous Lefreirina. A l'issue de ces 89 opérations, l'armée marocaine a subi les pertes suivantes : plus de 26 soldats tués, plus de 36 autres blessés, destruction d'un radar et d'un mortier de 81 mm, ainsi que de plusieurs tranchées individuelles et de positions ennemies..."

● Le ministère de l'Information a communiqué le 25 décembre : "le voilier Taël de nationalité française s'est échoué le 12 décembre 1985 sur nos côtes. Selon ses occupants, ils venaient des îles Canaries en direction de Nouadhibou en République islamique de Mauritanie. Les occupants du voilier, Mme Laurence Perthe - Henriette et Mr. Slyper Jean-Arnaud de nationalité française ont été sauvés par nos unités de la marine et sont sains et saufs et en bonne santé. Les mesures appropriées seront prises pour permettre à Mme Laurence Perthe - Henriette et Mr. Slyper Jean-Arnaud de regagner leur pays."

● Le ministère de l'Information a communiqué : "Le 27 décembre 1985, les forces de l'ALPS ont abattu un avion de guerre de l'armée (marocaine) dans la région de Dakhla. Son pilote a été tué."

● Le ministère de l'Information a publié le communiqué suivant : "Intensifiant son action contre l'armée marocaine d'agression, l'ALPS a mené du 27 au 31 décembre 1985 vingt-quatre attaques contre quatorze positions ennemies à la moyenne de 6 attaques par jour. A l'issue de ces opérations qui ont duré 494 mn, soit 3 heures d'attaque par jour, les pertes ennemies se sont élevées à 11 éléments tués, 36 autres blessés, avec la destruction de plusieurs tranchées.

D'autre part, l'ALPS a effectué au début de cette année, du 1er au 4 janvier, 41 attaques qui ont duré 870 mn, contre 14 positions ennemies. L'ennemi a subi les pertes suivantes : 11 soldats tués, 17 autres blessés, une tranchée collective détruite, plusieurs dépôts détruits. Les positions ennemies attaquées étaient : Laagued, Gleibat El Foula, Benkarat Lefreirina, Graret El Kercha, Khang Er Rouyan, Taref El Mouloussi, Tiarat El Hammeir, Abreiguet El Khachbi, Agelet Chaamba, Chadhmia, Abnakir, Zemla Chahba, El Mouss Oli et Touajil Talh."

● Le nouveau gouvernement que le conseil du commandement de la révolution a formé se compose comme suit : Mohamed Lamine Ahmed, Pre-

mier ministre, Brahim Ghali, ministre de la Défense, Abdelkader Taleb Oumar, ministre de l'Intérieur, Hakim Brahim, ministre de l'Information, Mansou Oumar, ministre des Affaires étrangères, Sid Ahmed Batal, ministre de l'Enseignement, Neama Said Joumani, ministre de la Santé, Bouchraya Hamoudi, ministre du Commerce, Hammetti Abdelaziz Rabani ministre de la Justice, Edda Brahim H'moim, ministre des Transports, Hamad Mohamed Fadel, ministre du Développement économique, Ahmed Fall M'Hamed, ministre de l'Equipement, Mohamed Salem Ould Salek, secrétaire général de la présidence.

● Le caporal Benmoussa Larbi (Mle 2595/75) du bataillon 48 bis et le soldat Abriza Hamid (Mle 840/81) du bataillon 48, ont rejoint, le 14 décembre 1985, les rangs de l'ALPS.

ALGERIE

Installation

Le général-major Mostefa Benloucif, chef d'état-major de l'armée nationale populaire, a procédé à Constantine, à l'installation officielle du commandant de la 5ème région militaire, le colonel Trache Mahieddine.

● Sous l'égide du ministère de la Défense nationale, pour les jeunes Algériens, une grande école spécialisée a organisé un concours pour le recrutement de personnels navigants et spécialistes en qualité d'officiers.

Congrès du FLN

Le 26 décembre, le congrès extraordinaire du FLN a achevé ses travaux en début d'après-midi, après trois jours de discussions, en adoptant des amendements à la charte nationale qui reflétaient les conclusions du rapport présenté par le chef de l'Etat et secrétaire général du parti, Chadli Bendjedid. La rédaction nouvelle de la charte, qui devait être soumise à référendum le 16 janvier, contient "des ajouts de chapitres et l'arrangement de certains autres", afin de présenter un texte harmonieux reflétant les conclusions du débat qui a duré dix mois et celles du rapport de M. Chaldi.

"Compter sur soi" devient le principal mot d'ordre de l'Algérie, pour assurer le développement et mobiliser, dans le cadre du FLN, une jeunesse qu'on veut "profondément ancrée dans la civilisation arabo-islamique".

Au niveau idéologique, le modèle socialiste pratiqué sous l'ère Boumediène perd du terrain, au profit d'un socialisme fortement imprégné de la justice sociale de l'Islam. De nouveaux chapitres sur l'histoire ont été introduits pour insister sur "la lutte du peuple algérien... son arabité, son islamisme".

● Le 26 décembre, le roi Hassan II du Maroc a adressé un message de condoléances au président Chadli Bendjedid, à la suite du décès de M. Ferhat Abbas, premier président du gouvernement provisoire de la République algérienne.

Découverte de pétrole

Une nouvelle découverte de pétrole, dans la région d'Adrar, à plus de 1 000 km au Sud-Ouest d'Alger, a

été annoncée. Une accumulation de pétrole vers 600 mètres a été mise en évidence, au puits Décheira I, dans la région d'Adrar, lors d'un forage entrepris par l'entreprise nationale algérienne de forage. Les premières évaluations font ressortir qu'il s'agit d'une des plus importantes découvertes de pétrole brut faite par la Sonatrach ces dernières années.

TUNISIE

Exposé

Répandant aux interventions des députés, le ministre de la Défense nationale, M. Slaheddine Baly, a prononcé un discours articulé autour des thèmes suivants : stratégie de défense et son exécution, le service militaire, le service national et la formation dans l'armée.

- Courant décembre, un lycéen et un employé ont été grièvement blessés lors d'**incidents survenus dans plusieurs lycées** à la suite de la propagation de rumeurs sur la fin prochaine de la gratuité de l'enseignement. Selon les quotidiens de Tunis, qui citaient des sources informées, l'agitation a touché des établissements à Kasserine et à Béja. Au lycée technique de Kasserine, un groupe de lycéens s'en est pris à l'établissement avec des pierres, des barres de fer et des bouteilles, blessant un garçon de 15 ans et un employé. L'intervention des forces de l'ordre a permis de faire cesser la violence et de limiter les dégâts qui auraient pu prendre une grave ampleur, a affirmé le quotidien L'Action.

- Le ministère de la Défense nationale se propose de lancer un **appel d'offres** concernant des effets d'habillements, chaussures et cartables pour garçons et filles, pour le compte de la direction de l'habillement et des subsistances, La Manouba.

- Le ministère de la Défense nationale se propose de lancer des **appels d'offres** concernant des tissus (drap et toiles), des effets confectionnés, équipements militaires et chaussures, des passementerie et fournitures, des boucleries et fournitures pour cordonniers et selliers, de la peausserie, des cuirs et du caoutchouc, des articles de harnachement, des ustensiles de cuisine, réfectoire et mess, du matériel de coiffeur et des nécessaires de toilette, des instruments de musique, des fournitures de bureau, des papiers pour impression, des matières premières pour imprimerie, du savon, des produits d'entretien et nettoyage, pour la direction de l'habillement et des subsistances, La Manouba.

- Les passeports tunisiens utilisés par les trois terroristes responsables de l'attentat de Vienne le 27 décembre ont été **confisqués à des ressortissants tunisiens** par les autorités libyennes les derniers mois ou perdus en Libye par un citoyen tunisien, a-t-on révélé officiellement à Tunis. Dans une mise au point technique destinée à démentir les informations de presse impliquant des citoyens tunisiens dans l'attentat de Vienne, le porte-parole du ministère de la Sécurité nationale a présenté à la presse, à Tunis, les trois Tunisiens dont les noms ont été cités par la police autrichienne comme étant ceux

utilisés par les trois auteurs de l'attentat de Vienne.

- **Le président Bourguiba a reçu M. Slaheddine Baly**, ministre de la Défense nationale.

- **Les Forces 17, commando de l'OLP, ont transféré leur quartier général** de Tunis au Caire, a affirmé le quotidien ouest-allemand Die Welt, citant des sources informées dans la capitale égyptienne et à Beyrouth. Ce transfert aurait obtenu l'accord du président égyptien, M. Hosni Moubarak, à la condition que le Caire ne serve pas au commando, conduit par Abou Tayeb, de centre d'organisation d'actions terroristes. Plusieurs dirigeants du commando étaient déjà arrivés au Caire, selon Die Welt, et le transfert se poursuivait.

Die Welt a affirmé également que le roi Hussein de Jordanie avait pour sa part refusé d'accueillir les Forces 17. Cette unité avait été créée dans les années 70 pour assurer la sécurité de M. Yasser Arafat et des chefs de l'OLP. Elle comptait quelque 800 hommes en 1982 lorsque les forces de l'OLP ont été chassées de Beyrouth.

Station Arabsat

Le 8 janvier, la station secondaire de contrôle et d'appui du système de télécommunications arabe Arabsat a été inaugurée à Dekhila près de Tunis d'où les ministres et représentants des pays arabes ont communiqué en direct, via Arabsat, avec la station principale de Deirab, près de Ryad.

- Le 16 décembre, un **avion-école s'est écrasé** contre le mur d'un cimetière en plein brouillard, faisant deux morts, à Makthar. L'appareil, un Piper Tomahawk, a heurté un poteau électrique dans un brouillard dense avant de s'écraser contre le mur du cimetière où les deux élèves-pilotes de l'école de l'aviation civile de Borg Al Amri sont morts sur le coup. Cet accident est dû à une erreur de navigation, dans une région difficile de brouillard et de montagnes, selon les premiers éléments de l'enquête de l'aviation civile.

LIBYE

Déploiement de missiles Sam-5

Le 22 décembre le bureau populaire des Relations extérieures a confirmé le déploiement de missiles anti-aériens Sam-5.

Tout en confirmant que "l'installation par la Libye de missiles Sam-5 sur son territoire a été faite dans l'unique but de défendre le golfe de Syrte et les eaux territoriales libyennes", le bureau populaire s'est élevé contre "les intentions belliqueuses des Etats-Unis" et a dénoncé "les préparatifs américains visant à commettre une agression contre la Libye".

- Le 13 décembre un responsable libyen à Rabat a accusé la France de transférer ses forces de Centrafrique vers le Tchad. Il a déclaré : "**la France se livre actuellement au transfert de ses forces de Centrafrique vers les premières lignes de confrontation entre les forces de Hissène Habré et les forces nationales**" du Tchad, tout en réaffirmant "la volonté de la Libye d'assurer

la paix dans la région".

S'agissant des causes de la tension qui prévaut dans les relations entre la Libye et l'Egypte, M. Moussa Ibrahim a souligné "l'existence, sur les frontières, de grandes concentrations de forces militaires égyptiennes" qui, selon lui, "se préparent à lancer une agression contre la révolution libyenne". Ce responsable a indiqué que "des troupes américaines stationnent en Egypte", soulignant à ce sujet, "l'hostilité des Etats-Unis à l'égard du colonel Kadhafi".

- Les Libyens, selon le dernier rapport du Military Balance publié à Londres, disposent notamment de 2 500 chars, de fabrication soviétique en majorité, et de 535 avions de combat, dont des Mirage de fabrication française et des MiG soviétiques, ainsi que de missiles de divers types. Ils ont construit une piste de 4000 m à Ouadi-Doum dans le Nord tchadien, qui est capable de recevoir des bombardiers lourds, mais qui ne semblait pas encore utilisée, indiquait-on de sources françaises informées.



Mirage F-1 AMD/BA (France) des forces aériennes libyennes

- Le 29 décembre, l'agence officielle Jana a qualifié les attentats de Rome et de Vienne d'**opérations héroïques** exécutées par les fils des martyrs des camps de Sabra et de Chatila" (banlieue de Beyrouth) et dénoncé les régimes arabes qui ont condamné ces actes. Dans une première réaction aux attentats ayant visé les comptoirs de la compagnie israélienne El Al, Jana a mis notamment en cause la Tunisie, l'Egypte et la Jordanie qui en "condamnant aujourd'hui les opérations héroïques des fils de martyrs de Sabra et de Chatila ont certainement oublié les massacres commis par les bandes sionistes contre la population de ces deux camps palestiniens". "Ces opérations audacieuses sont la conséquence directe de ces massacres et constituent une condamnation des régimes arabes qui restent passifs face aux crimes commis par les Sionistes que l'administration américaine encourage dans leur oeuvre d'extermination des Palestiniens", a conclu Jana.

- **La Libye est militairement équipée pour les entreprises extérieures** à son territoire et surarmée par rapport à sa

population. Ce pays est surtout redoutable par sa composante aérienne, la plus puissante du monde arabe avec près de 600 appareils. Avec une armée forte de 73 000 hommes pour moins de 3,5 millions d'habitants, la Libye a consacré en 1985 à sa défense 1,15 milliards de dollars, soit 23,6 % du budget total. Selon l'Année stratégique (sources de l'institut national supérieur de défense et de désarmement), l'armée de terre dispose de 58 000 hommes, 20 bataillons de chars, 30 d'infanterie mécanisée, 12 d'artillerie, deux groupes de forces spéciales et deux bataillons de missiles sol-sol. Elle possède 2 900 chars de combat, pour la plupart soviétiques, 2 500 blindés légers et véhicules de transport de troupes et 960 pièces d'artillerie. La marine, avec 6 500 hommes, est basée à Tripoli, Tobrouk et Benghazi. Elle dispose notamment de six sous-marins de la classe F et de deux sous-marins de poche, d'une frégate, de sept corvettes, de 23 vedettes lance-missiles, dotées de missiles mer-mer, sol-air et sol-sol. L'aviation est la

composante la plus moderne de l'armée, avec 530 avions et 42 hélicoptères de combat, aux trois-quarts de fabrication soviétique et un quart de fabrication française: un escadron de 7 bombardiers TU-22, dix escadrons d'intercepteurs et avions d'attaque, plus de 300 MiG-21, 23 et 25, une centaine de SU-20, 40 Mirage F-1 et 58 Mirage-5, un escadron de reconnaissance et deux escadrons de transport. Les pilotes sont en majorité libyens et soviétiques, mais également palestiniens, pakistanais et est-allemands.

- Le 1er janvier, le colonel Kadhafi a menacé au cours d'une conférence de presse de déclencher "**une guerre qui embrasera toute la Méditerranée**, le Proche-Orient et probablement le monde entier en cas d'agression contre la Libye". Il a affirmé qu'"une agression (par les Etats-Unis et Israël) contre la Libye marquerait le début d'une guerre interminable contre l'impérialisme et le sionisme". "Nous espérons que les Etats-Unis et Israël commettent l'erreur de nous agresser, car cela entraînera une guerre englobant le Proche-Orient, la Méditerranée

SOUDAN

Levée du siège de Nasir

Les troupes gouvernementales ont chassé les maquisards de l'APLS de Nasir, dans le Sud du pays, qu'ils assiégeaient depuis trois mois, a annoncé l'hebdomadaire des forces armées le 19 décembre.

Six soldats dont un officier ont été tués dans les combats.

● Courant décembre la police a arrêté cinq membres du Jihad Islamique accusés d'avoir préparé des actes de subversion et des assassinats. Selon le ministre de l'Intérieur, le général Abbas Medani, cette organisation clandestine, dont la sûreté a découvert l'existence, préparait l'assassinat de membres du gouvernement et d'organisations politiques. Les cinq suspects, arrêtés les 10 et 11, dont l'identité n'a pas été dévoilée, diffusaient des tracts contenant des menaces de mort visant des responsables du gouvernement, des gouverneurs de province et des chefs de partis politiques. Ces documents ont notamment été remis au quotidien Almeidan, organe du parti communiste soudanais au siège du parti Al Oumma, Alliance pour le salut national, qui regroupe les partis et organisations syndicales dont le mouvement a provoqué le coup d'Etat du 6 avril, et auprès de l'association des partis du Sud-Soudan. Le ministre n'a pas été en mesure d'indiquer si les suspects avaient ou non des contacts avec l'étranger.

● Courant décembre quelque 200 000 Ethiopiens sont venus se réfugier dans l'Est. Selon le gouverneur militaire de la région de Kassala, ces réfugiés se sont dirigés vers les camps de Kassala et Gedaref.

● Le 18 décembre, les forces palestiniennes au Soudan, environ 500 hommes, ont été mises en état d'alerte maximum à la suite d'informations sur des mouvements aériens inamicaux au dessus de la mer Rouge, a indiqué le représentant de l'OLP à Khartoum, M. Abou Rajae. Celui-ci a indiqué que ces informations lui étaient parvenues d'Etats amis selon lesquels, a-t-il dit, des actes agressifs seraient en préparation contre le peuple palestinien et l'OLP. Il y avait quelques jours, un membre de la direction palestinienne, M. Mahmoud Abbas (Abou Mazen), avait annoncé à Abou Dhabi que les forces palestiniennes au Soudan et au Yémen du Nord avaient été placées en état d'alerte à la suite de mouvements aériens inamicaux au dessus de la mer Rouge.

La direction palestinienne a décidé de ne plus reconstituer son QG et d'installer plusieurs centres de commandement, dont un à Khartoum et deux autres à Bagdad et Sanaa.

● Quatre rebelles armés ont été arrêtés dans la région d'Abyei (Sud-Kordofan), a annoncé une dépêche de Dilling, capitale des zones montagneuses du Kordofan, dominées par l'éthnie négroïde Nuba. Selon SUNA, les rebelles, armés de Kalashnikov et d'armes automatiques, ont été découverts par des membres du comité de sécurité de la province en tournée dans les villages de cette zone, à la suite de la conclusion d'un accord de réconcili-

ation entre deux tribus locales. Il n'y a pas eu d'échange de coups de feu entre les agents de la sécurité et les rebelles, apparemment pris par surprise à l'intérieur d'une maison.

D'autre part, selon SUNA, deux personnes ont été blessées par la police au cours d'une manifestation à Dilling contre la visite d'une délégation du Front national islamique, mouvement dirigé par M. Hassan Al Tourabi, ancien conseiller du président déchu Nimeiry. Les manifestants brandissaient des banderoles hostiles à ce Front et des photos montrant des mains coupées en application de la loi islamique (charia) sous l'ancien régime.

● Une attaque aérienne israélienne contre les camps des forces palestiniennes au Soudan et au Sud Yémen serait imminente, a affirmé le ministre de la Défense, le général Osman Abdallah, le 25 décembre. Le général avait reçu, la veille le représentant de l'OLP à Khartoum, Abou Rajae, qui l'a informé de missions israéliennes de reconnaissance au dessus de la mer Rouge. Ces informations concordent avec des renseignements identiques recueillis par les autorités. Le général Osman Abdallah a annoncé que des ordres avaient été donnés aux forces anti-aériennes en mer Rouge de détecter tout engin qui pénétrerait dans l'espace aérien soudanais. Le ministre a affirmé que les forces palestiniennes en mer Rouge avaient été mises en état d'alerte et que la DCA suivait la situation de près.

● Le 30 décembre, des centaines de personnes originaires des montagnes de Nubie ont violemment manifesté dans la capitale pour exiger la libération d'un dirigeant de leur communauté, le père Philip Abbas Ghaboush, détenu depuis septembre dernier par les autorités. A son arrivée dans le centre de la capitale, le cortège a été dispersé par la police anti-émeutes qui a fait usage de gaz lacrymogènes. De petits groupes de manifestants ont ensuite été pris en chasse par des policiers armés de matraques, entraînant la fermeture des magasins. La police a procédé à un nombre indéterminé d'arrestations.

● Israël a tenté, en novembre dernier, de bombarder les camps palestiniens au Yémen du Nord et au Soudan, a affirmé le quotidien cairote Al Gomhouria, citant une source palestinienne autorisée.

Dans son édition du 2 janvier le journal égyptien a donné une version différente de l'information publiée le 1^{er} par le quotidien saoudien Ach Charq Al Awsat, selon laquelle l'aviation israélienne aurait envisagé d'intercepter l'avion qui devait transporter le président du comité exécutif de l'OLP, M. Yasser Arafat, le 2 décembre dernier, de Bagdad à Tunis. En réalité, a affirmé Al Gomhouria, citant la même source palestinienne, l'Etat hébreu prévoyait le bombardement des bases palestiniennes au Yémen du Nord et au Soudan. Il a renoncé à cette opération après que les radars de trois pays arabes, non cités, eurent repéré les 16 appareils militaires israéliens faisant route vers leurs objectifs.

● Le 9 janvier, le chef d'état-major des forces armées le général Mohamed Tewfik Khalil, a quitté Khartoum à destination de Beijing pour une visite d'une semaine en Chine. M. Khalil était accompagné d'une délégation comprenant le général Hamadah Abdul Azim Hamadah, et les ministres du Commerce, M. Sidahmed Al Sayed, et de la Construction, M. Amine Mekki Medani.

● Un grand nombre d'habitants de Yirol, à 1100 km au Sud de Khartoum, auraient déserté la ville en raison de l'état d'insécurité qui y régnait et d'une grave pénurie de matières alimentaires, dues aux attaques des maquisards de l'APLS, a annoncé l'agence de presse SUNA le 8 janvier. Selon une information en provenance de Juba, capitale de la province d'Equatoria, quelque 354 familles de Yirol ont émigré vers cette province pour éviter les raids de l'APLS. L'agence SUNA a ajouté que les forces gouvernementales avaient aidé les habitants à quitter Yirol et leur avaient offert des provisions. Le quotidien Al Ayam, citant le chef d'état-major, le général Mohamed Tewfik Khalil, a pour sa part affirmé que les forces du colonel John Garang s'étaient regroupées dans la région de Yirol et que la ville avait été désertée par ses habitants.

La radio clandestine de l'APLS a de son côté annoncé que ses forces avaient effectivement occupé Yirol, a ajouté Al Ayam, sans donner d'autres précisions.

La République du Soudan

Le 16 décembre, le Soudan est devenu République du Soudan au lieu de République démocratique du Soudan.

Tués par la guérilla oromo

Quatre-vingt-quatre soldats gouvernementaux éthiopiens ont été tués et plus de deux cents autres blessés durant les deux derniers mois de 1985 par les maquisards du Front de libération oromo, a affirmé un communiqué du FLO publié à Khartoum.

Le FLO, créé en 1976, combat le régime d'Addis Abeba et cherche à regrouper l'éthnie des Oromo, majoritaire en Ethiopie. Il est principalement actif dans la moitié sud du pays, dans les provinces du Harrar et du Wolega. Selon le communiqué, signé par le représentant du FLO à Khartoum, M. Ebbe, 50 soldats gouvernementaux ont été tués et 150 autres blessés le 22 décembre lors d'une attaque-surprise lancée contre des positions de l'armée éthiopienne dans la province du Wolega. Au cours de cette attaque, les guérilleros ont eu deux morts et neuf blessés. Dix jours plus tôt, 12 soldats éthiopiens ont été tués et 19 autres blessés dans l'explosion d'un camion militaire qui a sauté sur des mines posées par le FLO sur la route Abbas-Asoa (Wolega), selon le communiqué qui faisait encore état de la mort de 22 soldats éthiopiens, le 29 novembre, lors d'une attaque des guérilleros contre une caserne de Qebbe (Wolega) au cours de laquelle 50 soldats ont été blessés.

Le communiqué du FLO a précisé

que les victoires qu'il venait de remporter réduisaient à néant la seconde offensive menée, selon lui, par les troupes gouvernementales en 1985. Lors de leur première offensive, en juin, les troupes d'Addis Abeba avaient subi une défaite et perdu près de 400 hommes, selon le FLO. Depuis, ajoutait-on de même source, le FLO a lancé de nouvelles opérations dans les régions de Qellem et d'Asosa (Wolega), "libérant plusieurs districts". M. Ebbe a affirmé dans son communiqué que le Front comptait de 6 à 7 000 combattants et ne recevait aucune aide financière ou militaire extérieure. Il a indiqué enfin que le territoire du peuple oromo, sur lequel se trouve Addis Abeba, a été conquis à la fin du siècle dernier par les rois d'Abyssinie et que l'Ethiopie compte 20 millions d'Oromos vivant principalement dans le Sud-Ouest et le Sud-Est du pays. 70 % d'entre eux sont musulmans, a ajouté M. Ebbe.

MAURITANIE

Le Port de l'amitié

Une gigantesque digue jetée en travers d'une côte inhospitalière battue par la houle et les vents de sable, le Port de l'amitié, futur poumon économique de la Mauritanie, est l'un des projets de coopération les plus ambitieux entrepris par la Chine à l'étranger. Situé à quelques kilomètres de Nouakchott, le nouveau port devrait accueillir ses premiers navires en 1986, avec un an d'avance sur le calendrier que s'étaient fixé les Chinois. 430 ouvriers et ingénieurs chinois, assistés de 300 ouvriers mauritaniens, se sont relayés sur le chantier depuis la pose de la première pierre en 1980. "C'est la première fois que nous construisons un port de cette taille dans l'Atlantique" a souligné l'un des responsables du chantier, un ingénieur de 55 ans qui a préféré garder l'anonymat. De fait, les difficultés ont été de taille pour les ingénieurs chinois : des vagues qui atteignent parfois six mètres, des vents de sable quasi permanents, une absence totale d'infrastructures. Ainsi, les fréquentes coupures d'eau et d'électricité ont souvent gêné la progression des travaux. D'autre part, il n'existait au départ aucune donnée géologique et les responsables chinois du projet avouent avoir rencontré des difficultés plus nombreuses que prévu.

Tout les camions et engins de travaux publics ont été importés de Chine ou d'Europe. L'acier est venu de Chine. Le ciment a été acheté en Espagne. Pour barrer les courants et la houle, très forts dans cette région, et éviter l'ensablement, il a fallu immerger quelque 80 000 blocs de ciment de 5 à 12 tonnes, constituant une jetée de 800 mètres de long. Le quai, perpendiculaire à la côte, d'une longueur de 585 mètres, pourra accueillir en même temps trois navires de 10 000 à 15 000 tonnes. Quant au coût total de l'opération, il est estimé par les Chinois à quelque 150 millions de dollars, sous forme de prêts sans intérêt à long terme. Pour mener à bien ce gigantesque chantier, présenté comme un modèle de la coopération Sud-Sud, la vie

AFRIQUE

n'était pas rose tous les jours pour les ouvriers et ingénieurs chinois qui travaillaient souvent sept jours sur sept. Isolés en plein désert, on les voyait peu dans les rues de la capitale, distante d'une quinzaine de kilomètres. "Nous autres Chinois sommes très discrets", s'est contenté de remarquer l'ingénieur en chef. Pour se distraire, les Chinois ont à leur disposition, dans le campement installé à proximité du chantier, cinéma et films vidéo arrivés tout droit de Pékin.

Ils font beaucoup de sports, cultivent des légumes pour tuer le temps. "La Mauritanie est un pays ami, il faut avoir un peu d'esprit de sacrifice", a souligné l'ingénieur en chef, qui en était à sa troisième année à Nouakchott. Tous ont droit à des vacances au pays au bout de deux ans, et certains reviennent pour un nouveau contrat. Toutefois, l'esprit de sacrifice n'est sans doute pas le seul moteur de ces missionnaires de la coopération Sud-Sud. Bien que discrets sur les chiffres, les responsables du chantier ont expliqué qu'un ingénieur continuait de percevoir son salaire normal en Chine, auquel s'ajoutait une indemnité en monnaie locale pour ses frais dans le pays ainsi qu'une prime, soit au total entre le double et le triple de son salaire normal.

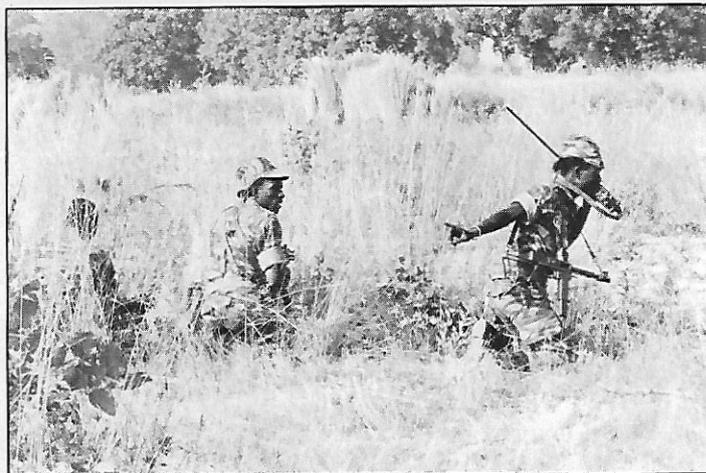
Pour la Mauritanie, isolée aux confins du Sahara, la mise en service du port de Nouakchott marque le début du désenclavement. Les importations, qui transitaient par Dakar, la capitale sénégalaise distante d'environ 600 km plus au Sud, vont pouvoir être débarquées directement dans la capitale. Enfin, le Port de l'amitié pourra également offrir des débouchés au Mali, pays voisin qui n'a aucun débouché sur la mer, lorsque la Route de l'espoir, en construction dans le Sud-Est de la Mauritanie, pourra assurer une nouvelle liaison entre ce pays et l'Atlantique.

Le 29 décembre, le budget pour l'année 1986, qui s'élève à 18,6 milliards d'ouguiyas (environ 1,86 milliard de francs français), a été adopté par le gouvernement. Ce budget est en hausse de 9 pour cent par rapport à celui de l'année précédente, estimé à 17 milliards d'ouguiyas (environ 1,7 milliard de francs français). Le budget de 1986 s'inscrit dans le cadre du nouveau programme de redressement économique et financier (1985-1986) mis en place par le gouvernement. Le service de la dette extérieure représentera 6,9 milliards d'ouguiyas (environ 0,69 milliard de francs français) et la part des investissements 800 millions d'ouguiyas (environ 80 millions de francs français).

SENEGAL

N'Diambour IV et ses buts

Les manoeuvres militaires franco-sénégalaises Ndiambour IV ont eu lieu du 25 novembre au 6 décembre 1985, dans la zone d'exercice limitée au Nord par la ligne Gossas-Ndioum-Guent-Lour, à l'Est par la ligne Lour-Koungheul-Kolda, au Sud par la frontière gambienne, à l'Ouest par la ligne Gossas-Kaolack-rive droite du Saloum.



Infanterie sénégalaise manoeuvrant en région de basses terres

Ces manoeuvres auxquelles ont participé plus de 6 000 hommes ont eu pour but de tester d'une manière aussi réaliste que possible les modalités d'application des accords de défense liant le Sénégal et la France. C'est ainsi que, du côté sénégalais, l'accent a été mis sur l'intégration des forces françaises dans une manoeuvre initialement conçue et conduite par les seules forces sénégalaises et, du côté français, sur la rapidité d'intervention avec des forces amies déjà engagées.

Pour cela, il a été joué une manoeuvre aéro-terrestre visant à rétablir l'intégrité du territoire national par une action offensive à partir d'une ligne ultime de défense, avec les éléments nationaux renforcés par des moyens étrangers (forces de présence et forces d'assistance rapide).

Fidèle à la tradition des grandes écoles, le prytanée militaire Charles Ntchotéré de St-Louis a organisé à la veille des vacances de Noël, une grande cérémonie de **bizuthage**. Cette année, c'est le général de brigade Coumba Diouf Niang, inspecteur des forces armées, qui a rehaussé l'évènement de sa présence accompagné par le colonel Saliou Niang, commandant la zone Nord, ainsi que par plusieurs officiers supérieurs de l'armée et de la gendarmerie.

Nouveau gouvernement

Voici la composition du nouveau gouvernement formé le 2 janvier par le chef de l'Etat, M. Abdou Diouf : M. Médoune Fail, ministre des Forces armées (inchangé), M. Seydou Madani Sy, Garde des Sceaux, ministre de la Justice (nouveau), M. Ibrahima Fall, ministre des Affaires étrangères (inchangé), M. Ibrahima Wone, ministre de l'Intérieur (inchangé), M. Mamoudou Touré, ministre de l'Economie et des Finances (inchangé), M. Cheikh Hamidou Kané, ministre du Plan et de la Coopération (inchangé), M. Iba Der Thiam, ministre de l'Education nationale (inchangé), M. Robert Sagna, ministre de l'Equipement (inchangé), M. Djibo Ka, ministre de la Communication, chargé de l'Information et des Télécommunications (inchangé), M. Famara Ibrahima Sagna, ministre du Développement rural (nouveau), M. Serigné Lamine Diop, ministre du Développement industriel et de l'Artisanat (inchangé), Mme Marie Sarr Mbodj, ministre de

la Santé publique (ancien secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique et à la Formation professionnelle), M. Abdourahmane Touré, ministre du Commerce (inchangé), M. André Sonko, ministre de la Fonction publique, de l'Emploi et du Travail (inchangé), M. Momar Talla Cissé, ministre du tourisme (inchangé), M. Alioune Diagne Coumba Aita, ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat (ancien secrétaire d'Etat à l'Emploi), Mme Mantoulaye Guène, ministre du Développement social (nouvelle), M. Samba Yéla Diop, ministre de l'Hydraulique (inchangé), M. Makhily Gassama, ministre de la Culture (nouveau), M. Landing Sané, ministre de la Jeunesse et des Sports (inchangé), M. Cheikh Cissokho, ministre de la Protection de la Nature (inchangé), Mme Fambaye Fall Diop, ministre délégué auprès du président de la République chargée des Emigrés (inchangée), M. Thierno Ba, ministre délégué auprès du président de la République chargé des Relations avec les assemblées (ancien ministre de la Santé publique), M. Moussa Ndoye, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur chargé de la Décentralisation (inchangé), M. Mamadou Souleymane Diallo, secrétaire d'Etat auprès du ministre du Développement rural chargé des Ressources animales (nouveau).

La suspension volontaire et provisoire de la participation de la RASD à l'OUA va être proposée par des chefs d'Etat africains francophones, croyait savoir le mensuel sénégalais satirique *Le Politicien*.

Selon cette publication, cette proposition a été envisagée à l'issue d'un dîner informel et presque secret qui a réuni onze chefs d'Etat d'Afrique noire le 13 décembre dernier à Paris, en marge du sommet franco-africain. Le journal affirmait que le chef de l'Etat, Abdou Diouf, président en exercice de l'OUA, et les présidents Felix Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire et Mobutu Sese Seko du Zaïre avaient pris part à ce dîner. Mais il ne révélait pas les noms des autres participants.

La proposition de suspension de la participation de la RASD à l'OUA était, selon *Le Politicien*, le seul moyen de faire revenir le Zaïre sur sa décision de suspendre sa participation à l'organisation panafricaine.

GUINEE

Nouveau gouvernement

Mis en place le 23 décembre le nouveau gouvernement se présente comme suit : ministre résident pour la Guinée maritime, avec siège à Kindia : chef de bataillon Kolipé Lama, ancien ministre de la Justice, ministre résident pour Moyenne-Guinée, avec siège à Labé : chef de bataillon Mankan Camara, nouveau, ministre résident pour la Haute-Guinée, avec siège à Kankan : capitaine Mamadou Baldé, ancien ministre d'Etat à la Réforme administrative et à la Fonction publique, ministre résident pour la Guinée-Forestière, avec siège à N'Zérékoré : capitaine Faciné Touré, ancien ministre d'Etat chargé des Affaires étrangères et de la Coopération, secrétaire permanent du CMRN avec rang de ministre : chef de bataillon Kerfalla Camara, ministre délégué auprès du président de la République, chargé de la Défense nationale : Lt-colonel Sory Doumbouya, ancien ministre de l'Economie et des Finances, ministre délégué auprès du président de la République, chargé de l'Intérieur et de la Décentralisation : chef de bataillon Alpha Oumar Diallo, ancien secrétaire d'Etat à l'Elevage et à la Pêche, ministre délégué auprès du président de la République, chargé du Plan et de la Coopération internationale : M. Edouard Benjamin, nouveau, ministre délégué auprès du président de la République, chargé de l'Information et de la Culture : M. Jean-Claude Diallo, ancien secrétaire d'Etat chargé des Guinéens à l'étranger, ministre de la Justice, Garde des Sceaux : M. Bassirou Barry, nouveau, ministre des Affaires étrangères : chef de bataillon Jean Traoré, ancien ministre d'Etat chargé du Plan et des Ressources naturelles, ministre de l'Economie et des Finances : M. Lamine Bolivogui, nouveau, ministre du Développement rural : chef de bataillon Alhousseyn Fofana, ancien ministre du Développement agricole, ministre des Ressources naturelles, de l'Energie et de l'Environnement : Dr. Ousmane Sylla, nouveau, ministre des Ressources humaines, des Industries et des Petites et moyennes entreprises : M. Kémoko Keita, nouveau, qui avait occupé le portefeuille des Finances dans le premier gouvernement constitué au lendemain du coup d'Etat du 3 avril 1984, ministre de l'Equipement et de l'Urbanisme : M. Mbaya Sidibé, nouveau, ministre de l'Education nationale : M. Saliou Koumbassa, nouveau, ministre de la Santé et des Affaires sociales : Dr. Pathé Diallo, nouveau, ministre des Affaires religieuses : El Hadj Abdourahmane Bah, inchangé.

Le chef de bataillon Mohamed Traoré, qui avait en charge le ministère de la Communication et du Tourisme, quitte le gouvernement pour devenir représentant permanent de la Guinée auprès des Nations unies.

Les secrétaires d'Etat sont les suivants : secrétaire d'Etat auprès du président de la République, chargé de la Sécurité : M. Ibrahima Sory Diallo, nouveau, secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'Intérieur et à la